

Flash Economie

9 juin 2020 - 696

Ne pas changer une politique qui marche : l'amélioration de la situation de la France avant la crise du Covid

La crise du Covid conduit certains économistes et hommes politiques à remettre en cause la politique économique menée en France depuis 2017 (baisse des cotisations sociales des entreprises et de la taxation des profits, baisse de la taxation du capital et du revenu du capital, réformes du marché du travail...).

Mais le bilan de la période qui va de 2017 à la crise du Covid est pourtant positif : amélioration de la compétitivité-coût et début de réindustrialisation, créations importantes d'emplois et redressement de l'investissement des entreprises, baisse du taux de chômage en particulier des peu qualifiés, hausse de la proportion de contrats de travail permanents (CDI) dans les nouveaux contrats, hausse du taux d'emploi et du taux de participation.

La baisse du coût du travail, la baisse du coût du capital, la flexibilité plus grande du marché du travail ont eu, semble-t-il, des effets favorables sur l'économie française.

Il faut donc être très prudent avant de décider que, à cause de la crise du Covid, ces politiques ne sont plus les bonnes.

Patrick Artus

Tel. (33 1) 58 55 15 00

patrick.artus@natixis.com

 [@PatrickArtus](https://twitter.com/PatrickArtus)

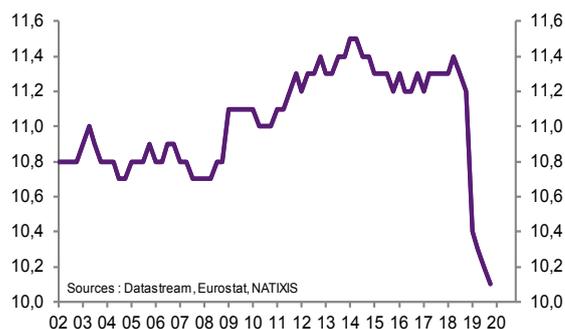
www.research.natixis.com

On entend de plus en plus de critiques des politiques économiques menées en France de 2017 à la crise du Covid

Rappelons quelques-unes des mesures importantes de politique économique mises en place en France de 2017 à la crise du Covid :

- la baisse des cotisations sociales des entreprises (graphique 1) ;

Graphique 1
France : cotisations sociales des entreprises
(en % du PIB valeur)



- le début de la baisse du taux d'imposition des profits des entreprises (de 33,3% à 31% en 2019, 28% en 2020, 25% en 2022) ;
- la suppression de l'ISF et la mise en place de la flat tax à 20% sur le revenu du capital, d'où la baisse de la taxation du capital (tableau 1) ;

Tableau 1 : taux d'imposition des revenus du capital (en %)

Année	Etats-Unis	Royaume-Uni	Allemagne	France	Espagne	Italie	Japon
2002	42,3	25,0	25,6	35,6	27,2	12,5	43,6
2003	19,6	25,0	25,6	33,5	23,0	12,5	43,6
2004	19,7	25,0	23,7	29,0	23,0	12,5	10,0
2005	19,7	25,0	22,2	32,3	23,0	12,5	10,0
2006	19,8	25,0	22,2	32,7	23,0	12,5	10,0
2007	19,7	25,0	23,7	32,7	18,0	12,5	10,0
2008	19,7	25,0	26,4	29,0	18,0	12,5	10,0
2009	19,7	25,0	26,4	30,1	18,0	12,5	10,0
2010	20,0	36,1	26,4	30,1	19,0	12,5	10,0
2011	20,0	36,1	26,4	35,3	19,0	12,5	10,0
2012	19,9	36,1	26,4	38,5	27,0	20,0	10,0
2013	28,6	30,6	26,4	44,0	27,0	20,0	10,1
2014	28,6	30,6	26,4	44,0	27,0	20,0	20,3
2015	28,5	30,6	26,4	44,0	23,5	26,0	20,3
2016	28,5	38,1	26,4	44,0	23,0	26,0	20,3
2017	28,5	38,1	26,4	44,0	23,0	26,0	20,3
2018	29,2	38,1	26,4	34,0	23,0	26,0	20,3
2019	29,3	38,1	26,4	34,0	23,0	26,0	20,3
2020	29,2	38,1	26,4	34,0	23,0	26,0	-

Sources : OCDE, NATIXIS

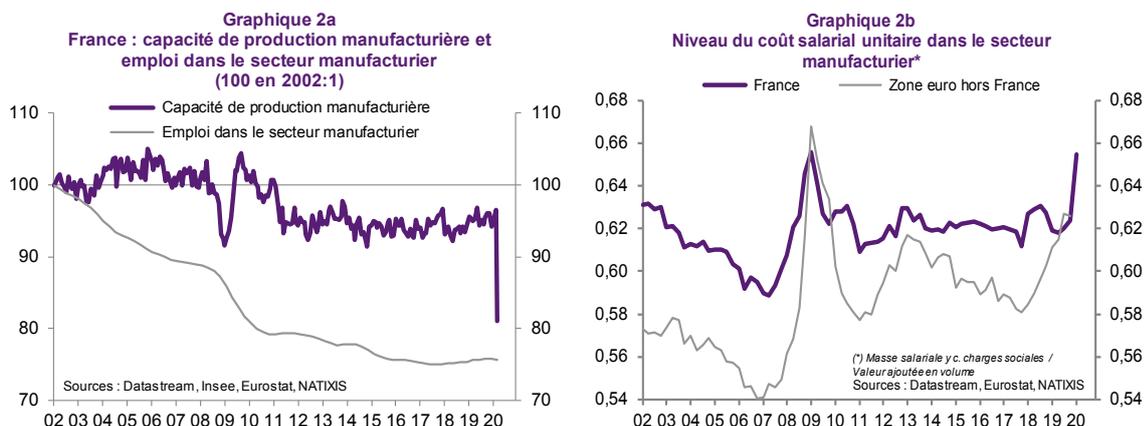
- les réformes du marché du travail (place accrue pour la négociation d'entreprise, fusion des instances représentatives du personnel, réforme de la formation professionnelle et de l'apprentissage, plafonnement des indemnités de licenciement...).

On entend souvent dire que la crise du Covid devrait conduire à revenir sur certaines de ces réformes (taxer davantage les « riches », protéger davantage les salariés...). Mais peut-on faire un bilan de ces réformes ?

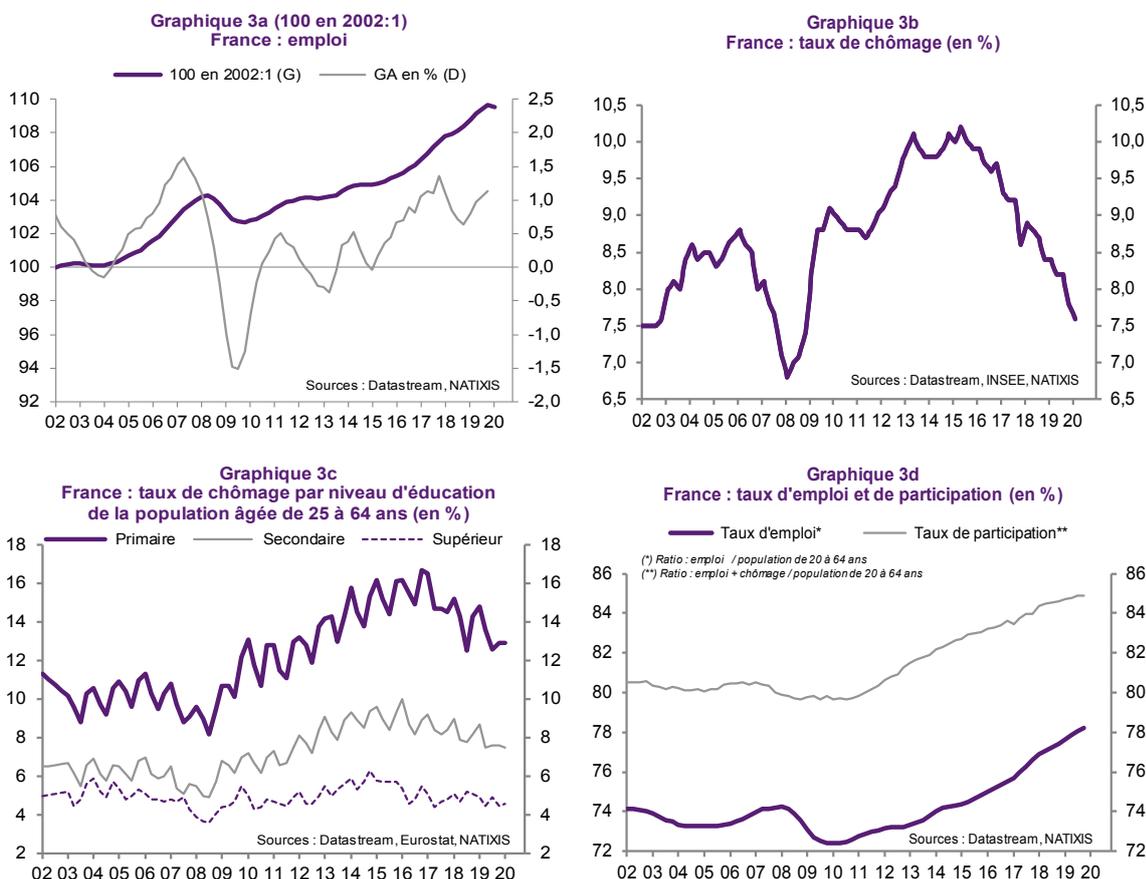
On voit une amélioration de l'économie française de 2017 à la crise du Covid

Cette amélioration de l'économie française est montrée :

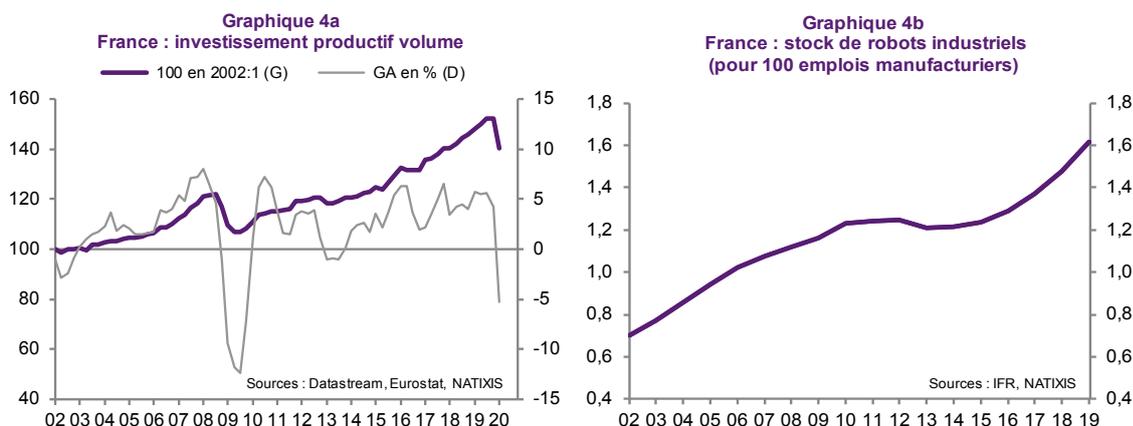
- 1- par un début de réindustrialisation (hausse de l'emploi industriel, de la capacité de production de l'industrie, **graphique 2a**), qu'on peut relier à l'amélioration de la compétitivité-coût (**graphique 2b**) avec en particulier la baisse des cotisations sociales des entreprises ;



- 2- par l'importance des créations d'emplois (**graphique 3a**) et la baisse du taux de chômage (**graphique 3b**) en particulier pour les peu qualifiés (**graphique 3c**), avec une hausse du taux d'emploi et du taux de participation (**graphique 3d**), de la proportion de la population en âge de travailler qui se présente sur le marché du travail ;



3- par le redressement de l'investissement des entreprises (graphique 4a) et l'accélération de la robotisation (graphique 4b) ;



4- par la hausse de la proportion de contrats de travail permanents (CDI) dans les nouveaux contrats de travail (graphique 5).



Synthèse : attention avant de remettre en cause les politiques économiques mises en place en France depuis 2017

On ne peut pas prouver, sur une période de temps aussi courte (mi-2017-début 2020) que les nouvelles politiques économiques mises en place en France sont la cause, ou la seule cause, de l'amélioration de la situation économique de la France.

Mais cette amélioration semble cohérente avec la baisse du coût du travail, la baisse du coût du capital, la moindre rigidité du marché du travail, qui résultent de ces nouvelles politiques économiques.

Il faut donc être très prudent avant de remettre en cause ces politiques.